



**PREFECTURE DU PAS DE CALAIS**  
**DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES**  
Bureau des procédures d'utilités publiques  
Section Installation classée

**PREFECTURE DU NORD**  
**DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES**  
Bureau des Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement

**INSTALLATIONS CLASSEES**  
**POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Commune de COURCHELETTES et CORBEHEM**

**Arrêté interpréfectoral instaurant des servitudes d'utilité publique à la société BP France pour  
l'ancien dépôt de gaz situé sur les communes de COURCHELETTES et CORBEHEM**

**LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LE PREFET DE LA REGION**  
**NORD-PAS-DE-CALAIS**  
**PREFET DU NORD**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions des titres I des Livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment les articles L 515-8 à L 515-12 et R 515-24 à R 515-31 ;

Vu les dispositions des articles L 121-2 et L 126-1 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 27 novembre 2007 imposant à la société BP FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité de la nappe au droit des sites de l'ancienne raffinerie et de l'ancien dépôt de gaz situés à COURCHELETTES et CORBEHEM ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 11 février 2008 imposant à la société BP FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état de son site de l'ancien dépôt de gaz situé à COURCHELETTES et CORBEHEM ;

Vu la demande d'instauration de servitudes d'utilité publique transmise par la société BP France par courrier du 24 septembre 2010 et le dossier associé dont l'intitulé est "Dossier d'institution de Servitudes d'Utilité Publique - Eaux souterraines" (référence : LIL-RAP-09-00143D en date du 23 juillet 2010) ;

Vu le rapport ANTEA intitulé « Evaluation détaillée des risques pour la ressource en eau », référencé ANTEA A32998/B, mars 2004 ;

Vu le rapport URS N°0013, « Investigations complémentaires et caractérisation de la qualité de la nappe phréatique », (Projet URS n°43741944, rapport n°0013, mars 2006) ;

Vu le rapport URS intitulé « Travaux de retrait de l'ancienne pomperie de produits bruts et d'entretien du site », (Projet URS 43741980, rapport n°0103, Août 2007) ;

Vu le rapport URS intitulé « Suivi de la qualité des eaux souterraines (campagne d'avril 2009), ancienne raffinerie et ancien dépôt de gaz BP, COURCHELETTES et CORBEHEM » (Projet URS n°43743149, rapport n°0164, Juillet 2009) faisant la synthèse des résultats des analyses des eaux souterraines réalisées depuis 2005 ;

Vu la note technique URS intitulé « Révision du dossier SUP – ancienne raffinerie et ancien dépôt de gaz de COURCHELETTES et CORBEHEM » (Projet URS n°43743145, rapport n°139, 31 Octobre 2009), exposant la stratégie pour la révision du contour du panache ;

Vu le rapport URS intitulé « Ecrémage de la phase flottante – Bilan des travaux, Ancien dépôt gaz de COURCHELETTES » (Projet URS n°43743125 rapport n°0126), exposant le bilan de 7 campagnes d'écémage réalisées entre avril 2007 et novembre 2008 ;

Vu le rapport URS intitulé « Ancien Dépôt de gaz – COURCHELETTES (59) Rapport de fin de travaux » (Projet URS n°43743106, rapport n°0136), synthétisant les travaux effectués sur le site dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral du 11 février 2008 ;

Vu le rapport URS intitulé « Servitudes d'Utilité Publique sur les Ressources en Eau – Choix d'un contour, Site de COURCHELETTES » (Projet URS n°43743145, rapport n°175, février 2010), justifiant le choix du nouveau contour de l'emprise des SUP proposées pour l'usage des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 21 décembre 2012 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 28 janvier 2013 au 11 mars 2013 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 3 avril 2013 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de DOUAI en date du 25 avril 2013 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de CORBEHEM du 8 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas de Calais en date du 6 janvier 2012 ;

Vu l'avis du Service Interministériel Régional des Affaires civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACED PC) du Nord en date du 17 janvier 2012 sans observation particulière ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord en date du 14 février 2014 sans remarque particulière ;

Vu le rapport et les conclusions en date du 2 avril 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 mai 2014 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas de Calais lors de sa séance du 22 mai 2014 ;

Considérant que les activités exercées par la société BP France sont à l'origine des pollutions constatées sur le site de l'ancien dépôt de gaz situé sur les communes de COURCHELETTES et CORBEHEM ;

Considérant qu'aux termes des différentes campagnes de travaux et d'investigations réalisées sur l'exploitation, le site a été remis en état pour un usage de type industriel ;

Considérant qu'il subsiste au droit et au voisinage du site des impacts résiduels des eaux souterraines, il convient donc de formaliser et d'attacher ces limites d'utilisation des eaux souterraines afin d'assurer la protection des personnes et de l'environnement ;

Considérant que la politique française de gestion des sites et sols pollués prévoit l'institution de restrictions d'usage dès lors que les pollutions résiduelles ne peuvent être éliminées par des techniques disponibles et à un coût acceptable, de manière à pérenniser la connaissance sur l'état de pollution des sols et les mesures de précaution associées ;

Sur la proposition des secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais ;

# ARRETEMENT

## Article 1 – Servitudes d'utilité publique

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les eaux souterraines, selon le périmètre défini en annexe 1 du présent arrêté, pour le site de l'ancien dépôt de gaz exploité par la société BP France sur les communes de COURCHELLETES et de CORBEHEM.

Les parcelles concernées par ces servitudes, d'une superficie totale de 229 828 m<sup>2</sup>, sont précisées à l'article 2 du présent arrêté.

La nature de ces servitudes est définie à l'article 3 du présent arrêté.

Sauf disposition contraire précisée dans le présent arrêté, les servitudes couvrent l'ensemble des parcelles.

## Article 2 – Parcelles cadastrales concernées

Les servitudes instituées par le présent arrêté concernent les parcelles cadastrales suivantes :

Commune	Propriétaire	Référence et superficie des parcelles
Corbehem	BP France	A0030 (1752 m <sup>2</sup> ), A0031 (740 m <sup>2</sup> ), A0032 (47 m <sup>2</sup> ), A0033 (47 m <sup>2</sup> ), A0034 (777 m <sup>2</sup> ), A0035 (351 m <sup>2</sup> ), A0224 (1650 m <sup>2</sup> ), A0225 (245 m <sup>2</sup> ), A0227 (255 m <sup>2</sup> ), A0228 (208 m <sup>2</sup> ), A0229 (3920 m <sup>2</sup> ), A0230 (2336 m <sup>2</sup> ), A0231 (1106 m <sup>2</sup> ), A0232 (4670 m <sup>2</sup> ), A0233 (47 m <sup>2</sup> ), A0234 (7870 m <sup>2</sup> ), A0235 (118 m <sup>2</sup> ), A0236 (125 m <sup>2</sup> ), A0237 (1995 m <sup>2</sup> ), A0238 (125 m <sup>2</sup> ), A0239 (424 m <sup>2</sup> ), A0240 (16953 m <sup>2</sup> ), A0241 (49780 m <sup>2</sup> ), A0242 (2564 m <sup>2</sup> ), A0243 (6309 m <sup>2</sup> ), A0264 (7120 m <sup>2</sup> ), A0265 (1375 m <sup>2</sup> )
Courchelettes	TEREOS	A0001 (24830 m <sup>2</sup> ), A1288 (26921 m <sup>2</sup> )
	SNCF	A0002 (6112 m <sup>2</sup> ), A0003 (16548 m <sup>2</sup> ), A0004 (436 m <sup>2</sup> )
	Madame Fabienne SAIVET	A0005 (608 m <sup>2</sup> )
	BP France	A0416 (48 m <sup>2</sup> ), A0418 (48 m <sup>2</sup> ), A1014 (677 m <sup>2</sup> ), A1015 (586 m <sup>2</sup> ), A1016 (80 m <sup>2</sup> ), A1018 (1595 m <sup>2</sup> ), A1132 (173 m <sup>2</sup> ), A1161 (63 m <sup>2</sup> ), A1163 (683 m <sup>2</sup> ), A1287 (574 m <sup>2</sup> ), A1411 (881 m <sup>2</sup> ), A1412 (32846 m <sup>2</sup> )
	Ministère des transports	A0431 (839 m <sup>2</sup> )
	Centre des impôts foncier de Lille	A0435 (595 m <sup>2</sup> )
	Ministère de l'économie et des finances	A0436 (595 m <sup>2</sup> )
	ASS chemin de fer industriel de Corbehem et de Courchelettes	A1073 (679 m <sup>2</sup> ), A1410 (455 m <sup>2</sup> ), A1413 (127 m <sup>2</sup> )
	ERDF	A1130 (6 m <sup>2</sup> )
	EDF	A1131 (7 m <sup>2</sup> )

Ces parcelles figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

### **Article 3 – Nature des servitudes**

#### **Prescription n° 1 : Utilisation des eaux souterraines**

L'utilisation des eaux souterraines au droit des parcelles concernées à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, animale ou d'irrigation est strictement interdite.

L'utilisation des eaux souterraines au droit des parcelles concernées pour un usage industriel est envisageable. Néanmoins, cette utilisation pour un usage industriel devra faire l'objet au préalable :

- d'une étude de risque sanitaire adaptée à l'usage des eaux considérées. Cette étude devra permettre entre autre de définir les mesures indispensables à la protection des personnels au contact avec les eaux pompées ; et
- d'une étude d'impact hydrogéologique y compris d'éventuelles mesures de surveillance, afin de démontrer que la création d'un forage industriel n'engendre pas une extension du panache de pollution des eaux souterraines.

Ces études devront être transmises à l'autorité compétente pour validation avant le début des opérations.

#### **Prescription n° 2 : Creusement de puits de rabattement des eaux souterraines**

Si ce type de travaux devait être engagé sur tout ou partie du site, le porteur du projet devra transmettre au préalable à l'autorité compétente toutes les études nécessaires (y compris d'éventuelles mesures de surveillance) montrant l'absence d'impact de son projet sur la qualité des eaux souterraines et à cette fin, mettra en place toute mesure appropriée pour en attester sur le long terme.

#### **Prescription n° 3 : Maintien des surfaces couvertes par les voiries**

Les surfaces imperméables existant en partie centrale du site seront maintenues à l'aplomb des secteurs présentant une phase flottante résiduelle (cf. annexe 1).

#### **Prescription n°4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site**

Un droit d'accès et d'intervention est réservé à l'Administration compétente, au responsable du dispositif de surveillance de la qualité des eaux souterraines, ainsi qu'à toute personne intervenant pour mettre en œuvre les opérations de suivi et prélèvement des eaux souterraines. En particulier, ce droit comprend la possibilité d'implanter, d'entretenir les piézomètres de suivi, de procéder aux prélèvements d'eaux et éventuellement de remplacer ou combler les piézomètres.

Les piézomètres présents sur le site seront conservés en bon état par le propriétaire et les usagers du site. Cette prescription s'applique aux ouvrages existants ainsi qu'à tout nouvel ouvrage qui serait installé sur le site. Le réseau piézométrique au niveau de la nappe de la Craie, en place à la date du dépôt de dossier de servitudes, est le suivant :

Référence du piézomètre	Coordonnées GPS	Profondeur de l'ouvrage	Localisation
NP1	X: 31503465 E Y: 5576736 N	18,14 m	Au droit de l'ancien dépôt et de son appontement
NP4	X: 31503400 E Y: 5576914 N	15,44 m	
PZ2	X: 31503650 E Y: 5576962 N	18,36 m	
NP10	X: 31503678 E Y: 5577276 N	8,45 m	

<b>PZCR1</b>	X: 31503813 E Y: 5577161 N	16,60 m	En aval hydraulique
<b>PZCR7</b>	X: 31503641 E Y: 5577386 N	19,50 m	
<b>PZCR8</b>	X: 31503779 E Y: 5577336 N	20,35 m	

La localisation de ces piézomètres est présentée en annexe 1.

#### **Article 4 – Transmission de la servitude**

Si des tiers louent le site ou y exercent une quelconque activité, le propriétaire est tenu de notifier ces servitudes aux dits tiers successifs en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle visée par le présent arrêté, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elle est grevée par le présent arrêté, en obligeant ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

Le (ou les) propriétaire(s) du site doit garder en mémoire l'historique du site et notamment l'ensemble des études et analyses qui ont été réalisées sur l'état du sol et de la nappe et respecter les prescriptions particulières d'utilisation des sols et du sous-sol.

Les documents relatifs au dossier de cessation d'activité, à l'état des sols et à la stratégie de réhabilitation du site ainsi que l'analyse des risques résiduels sont annexés aux actes de vente successifs. Ces actes de vente doivent être publiés aux hypothèques.

#### **Article 5 – Transcription**

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L. 121-2 et L. 126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la Conservation des Hypothèques.

#### **Article 6 – Levée des servitudes**

Ces servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes les ayant rendues nécessaires et, après avis de Monsieur le Préfet du Nord et de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais.

#### **Article 7 - Délais et voies de recours.**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **Article 8 - Exécution**

Les secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et le Sous-Préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- aux Maires de COURCHELETTES et CORBEHEM,
- aux propriétaires concernés,
- à l'EPCI compétent en matière d'urbanisme,
- au directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et du Pas de Calais,
- au SIRACED PC du Nord et du Pas de Calais,
- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection pour la protection de l'environnement,
- au commissaire enquêteur et à son suppléant.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté qui sera publié sur le recueil des actes administratifs sera déposé en mairies de COURCHELETTES et CORBEHEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie de COURCHELETTES et de CORBEHEM pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr)- rubrique ICPE – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc Autorisations) et de la Préfecture du Pas-de-Calais ([www.pas-de-calais.gouv.fr](http://www.pas-de-calais.gouv.fr) rubrique Annonces et Avis – consultation du public – enquêtes publiques – ICPE AUTORISATIONS)

- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Nord et du Pas de Calais.

17 8 NOV 2014  
FAIT à ARRAS, le  
Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet  
Secrétaire Général Adjoint  
en charge de la Cohésion Sociale

Xavier CIELIWSKI

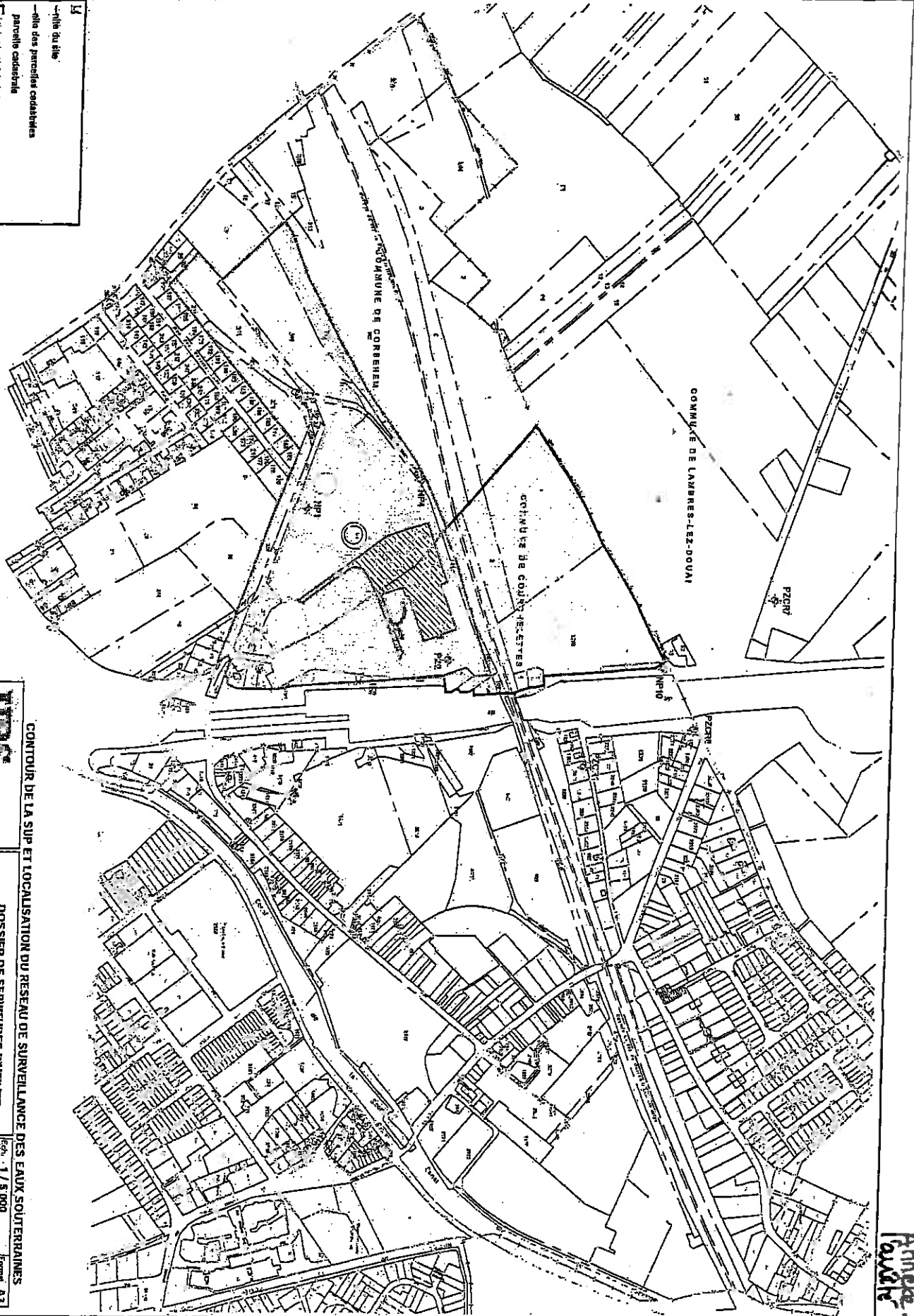
Fait à LILLE, le 17 8 NOV 2014  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



- ligne du site
- parcelles cadastrales
- parcelle cadastrale
- prise des servitudes d'utilité publique
- prise de la couverture imperméable à l'entretien
- contour de surveillance

0 40 80 100 200 m



**CONTOUR DE LA SUP ET LOCALISATION DU RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

**URS**

Bureau de Paris  
17 Avenue Franklin D. Roosevelt  
92121 Nanterre Cedex

**DOSSIER DE SERVITUDES D'UTILITE  
PUBLIQUE - EAUX SOUTERRAINES**

**ANCIEN DEPOT DE GAZ, COURCHELLETES**

Date: **JUILLET 2010**  
Folios: **A3**

Projet: **43743145**  
Dossier: **UL:RAP-06-0143**  
Valeurs: **W4, LBA**

Client: **BP**  
Figure: **FIGURE 4**

**ANNEXE 4 à  
l'ouvrage SUP**

